

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

Champs sur Marne, le 7 mai 2009

Monsieur le Président,

Vous avez souhaité recueillir l'avis des acteurs du marché sur « *les orientations de l'ARCEP suite à la première phase des travaux d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la mutualisation des réseaux en fibre optique* ».

Vous trouverez ci-joint les remarques détaillées du groupe Numericable-Completel.

Les principales remarques du groupe sont les suivantes :

I. La solution de « fibre surnuméraire » envisagée par l'ARCEP apparaît particulièrement complexe à mettre en œuvre et freinera durablement l'essor du marché de la fibre optique

L'ARCEP envisage une solution de régulation a priori sur des zones très denses. Cette approche pose de nombreuses difficultés méthodologiques :

1. Contrairement au dégroupage du réseau de boucle locale de France Télécom, les opérateurs doivent investir pour construire des réseaux en fibre optique. Bien que Numericable ait d'ores et déjà investi plusieurs centaines de millions d'euros, nous considérons qu'il s'agit d'un marché émergent au sens de la réglementation européenne. L'application de règles fixant l'accès à ces réseaux avec des tarifs régulés est dans ce cas inappropriée.
2. La topologie des réseaux de boucle locale montre que les zones très denses sont de maille inférieure à la commune et se réduisent dans la plupart des cas à un immeuble ou un bloc d'immeuble (voir les cartes dans la réponse à la consultation). La gestion d'un appel à candidatures par bloc d'immeuble rend la tâche très difficile sauf à constituer une bureaucratie lourde et inefficace.
3. La solution de « fibre surnuméraire » apparaît contraire au droit de la concurrence pour deux raisons : (i) le choix a priori d'un nombre limité (au plus 4) d'opérateur d'immeuble empêcherait un opérateur d'entrer sur le marché s'il ne se manifestait pas lors de l'appel d'offres alors qu'aucune ressource rare (fréquence, numérotation...) n'exige une telle limitation, (ii) elle impose le pré-financement de plusieurs réseaux, ce qui implique une charge proportionnellement plus lourde pour Numericable/Completel qui est le plus petit des opérateurs.

4. Alors que les premières expérimentations ont montré une très grande divergence sur les coûts d'une telle solution, la proposition d'émettre une facture ne paraît pas praticable. Ce mode de règlement est généralement fixé dans le cadre d'une relation client/fournisseur de bonne foi après acceptation d'un devis préalable. Cette procédure ne peut que conduire à des règlements de différends auprès de l'ARCEP. Si le paiement sur facture devait être retenu, ce mécanisme devrait être limité et borné dans le temps à quelques mois.

II. Numericable/Comptel recommande une solution de déploiement de la fibre optique en co-investissement garantissant la neutralité technologique

Dans le cadre de la loi n°2008-776 de modernisation de l'économie (LME), Numericable a conclu un accord commercial avec France Telecom et SFR. Ce texte permet le déploiement rapide et efficace de réseaux verticaux en fibre optique (appelé également colonne montante) au sein des copropriétés. Si ces réseaux ne correspondent pas aux « besoins spécifiques » d'un opérateur, celui-ci peut, s'il le souhaite, demander la construction de sa propre infrastructure conformément aux dispositions de la LME. Dans ce cas, cet opérateur fixe les caractéristiques de ce réseau et peut donc maîtriser les coûts d'investissement associés.

Cette solution dite « multi-monofibre » permet aux différents opérateurs de déployer l'infrastructure de leur choix. Elle présente de nombreux avantages :

- (i) Elle s'appuie sur un accord commercial entre trois opérateurs qui fonctionne de manière opérationnel depuis plusieurs mois
- (ii) Elle permet la concurrence entre plusieurs réseaux d'infrastructure
- (iii) Elle réduit considérablement les risques de contentieux et assure une meilleure sécurité juridique des investissements.

Cette solution permet aujourd'hui d'assurer la réussite de ce projet essentiel pour la compétitivité de notre pays.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Pierre DANON

Monsieur Jean-Claude Mallet
Président de l'ARCEP
7 square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15